

Modéliser l'économie, modéliser le politique

Les théories économiques de la démocratie

Introduction

Le terme d'économie politique renvoie à une vision de l'économie mise au service de buts politiques. L'économie est politique pour les fondateurs de l'économie en ce qu'elle étudie les mesures à prendre pour parvenir à réaliser un état social idéal. Le terme anglais de *political economy*, actuellement en vogue, désigne un courant de recherche actuel qui propose, non pas de définir les modalités d'un ordre social et les moyens d'y parvenir, mais d'étudier les méthodes de prises de décisions au sein d'une société démocratique. Il y a donc un changement d'optique, rendant le terme d'*économie politique* quelque peu ambigu. Aussi, lui préférons-nous le terme de *théorie économique de la démocratie*. Sous cette appellation, nous entendons regrouper l'ensemble des travaux émanant de l'économie qui s'intéressent à la question de l'organisation de la décision publique et, plus largement, du politique. Le champ ainsi défini est très hétérogène. S'y côtoient des travaux formalisés d'inspiration normative, des analyses destinées à prouver la suprématie d'un mode d'organisation sur un autre, des analyses étudiant les conditions de survie de la démocratie, les mérites comparés de différents modes de scrutin, etc. La période prise en compte ici couvre la deuxième moitié de ce siècle.

Notre objectif ici sera de présenter brièvement les travaux les plus marquants afin de les situer dans leur contexte et d'en proposer une classification. Ceci permettra d'effectuer une comparaison des différents modes de raisonnement mis en œuvre. Notre hypothèse centrale est que le point de départ méthodologique va conditionner pour une part le type d'objet susceptible d'être abordé par chacun des courants présentés. Nous distinguerons trois niveaux d'analyse correspondant à la nature des hypothèses faites dans la description du « peuple ». Ces hypothèses concernent le nombre de différences qui sont reconnues comme étant l'objet du politique. Tous les auteurs s'accordent en général à reconnaître que le nombre et la nature des différences existant entre les individus au sein d'une même société sont élevés. Ce qui va distinguer les auteurs va donc être le type de différence qu'ils retiennent comme pertinentes dans leur analyse. Beaucoup plus que

**Richard Boudon
et Guillaume
Hollard**

GREQAM
(hollard@ehess.cnrs-mrs.fr)

l'habituelle distinction entre raisonnement au niveau macro et raisonnement au niveau micro, nous montrerons que c'est bien le nombre de différences pris en compte dans l'analyse qui constitue le fondement de l'analyse économique du politique.

I. L'alternative de Schumpeter contre la doctrine classique

Schumpeter, dans son ouvrage *Capitalisme, socialisme et démocratie*, ouvre son chapitre sur la démocratie par une remise en cause de ce qu'il nomme la doctrine classique pour laquelle la démocratie est définie de la manière suivante : « La méthode démocratique est la méthode institutionnelle de gestation des décisions politiques qui réalise le bien commun en chargeant le peuple lui-même de faire pencher le plateau de la balance en élisant des individus qui se réunissent ensuite pour accomplir sa volonté (1). »

Schumpeter considère qu'une telle vision de la démocratie est insuffisante, et même dangereuse, car elle repose sur l'existence de deux piliers : le bien commun et la volonté du peuple. Or, ces deux expressions sont, pour lui, vides de sens.

Tout d'abord, « il n'existe aucune entité consistant dans un bien commun uniquement déterminé sur lequel tous les hommes puissent tomber d'accord ou puissent être mis d'accord par la force convaincante d'arguments rationnels (2) » ; car, « le bien commun doit nécessairement signifier des choses différentes pour des individus et des groupes différents ». Et il illustre son analyse de la manière suivante : « Même si la "santé" était souhaitée par tous, les citoyens continueraient à différer d'avis sur les mérites de la vaccination et de la vasectomie (3). » Le variété des différences existant entre les individus est donc sans limite, de ce fait : « La notion de bien commun se dérobe, la réalité et la dignité de ce type de volonté générale disparaissent du même coup. Et les deux piliers de la doctrine classique tombent inévitablement en poussière (4). » Et Schumpeter ajoute que : « Même si les opinions et les désirs des citoyens individuels constituaient des données parfaitement définies et indépendantes à élaborer par le processus démocratique et si chacun agissait selon ces données avec une rapidité et une rationalité idéales, il ne s'ensuivrait pas nécessairement que les décisions politiques dégagées de la matière première de ces volitions individuelles par un tel processus correspondraient à quelques entités susceptibles d'être qualifiée, dans n'importe quel sens valable, de "volonté du peuple" (5). »

L'absence d'une volonté générale clairement définie constitue un point commun à l'ensemble des travaux relevant de l'économie de la démocratie. Le politique sera donc vue après Schumpeter comme l'organisation d'une société d'individus ayant des intérêts divergents. L'ensemble des auteurs qui suivront nous semble adopter peu ou prou cette définition de la démocratie. La notion d'intérêt général semble en effet totalement abandonnée par les auteurs abordant la question du politique à partir de l'économie.

(1) Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot, 1967, p. 341 de l'édition française.

(2) *Ibid.*, p. 343.

(3) *Ibid.*, p. 343-344.

(4) *Ibid.*, p. 344.

(5) *Ibid.*, p. 345.

I.1. Schumpeter et la masse

Schumpeter ne s'arrête pas au constat de l'absence d'intérêt général ; il va plus loin puisqu'il écarte la possibilité de décrire la démocratie comme un « honnête compromis » (6) entre des intérêts divergents.

(6) *Ibid.*, p. 347.

On en arrive ainsi au cœur-même de l'analyse schumpeterienne : l'individu n'est pas apte à se prononcer sur la plupart des questions importantes en matière politique. Schumpeter considère qu'indubitablement, il y a une séparation entre la grande masse des individus d'une nation et ses élites. Pour lui, que cela soit au niveau local ou national, voire international, l'individu appartenant à la masse est indifférent vis-à-vis des affaires de la commune, de la nation ou du monde. D'où le paragraphe suivant :

« Normalement, les grands problèmes politiques se classent, entre toutes les activités psychiques du citoyen typique, parmi celles des distractions réservées aux heures de loisirs qui n'ont pas atteint le rang de marottes et parmi les sujets de conversation oiseuse. De tels problèmes paraissent s'estomper dans le lointain ; ils n'ont rien de commun avec une proposition d'affaire ; les dangers dénoncés par les Cassandre peuvent, après tout, ne jamais se concrétiser et, même s'ils se matérialisent, il est possible qu'à l'expérience ils ne soient pas tellement graves ; au fond, le citoyen a l'impression d'évoluer dans un monde imaginaire (7). »

(7) *Ibid.*, p. 355-56.

ou, plus brutalement encore :

« Ainsi, le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental. Il discute et analyse les faits avec une naïveté qu'il qualifierait sans hésiter de puérile si une dialectique analogue lui était opposée dans la sphère de ses intérêts réels. Il redevient un primitif. Sa pensée devient associative et affective (8). »

(8) *Ibid.*, p. 357.

Un tel constat pousse l'auteur jusqu'à s'interroger sur le bien-fondé de la démocratie qui, en donnant la parole au peuple, risque de produire des décisions terriblement inefficaces. Il convient donc d'examiner d'autres modes de gouvernement, éventuellement autoritaires puisqu'il « est fort possible que le résultat atteint par ce processus démocratique déplaie également (bien que pour des motifs différents) à tous les électeurs, alors qu'une décision imposée par une autorité non démocratique aurait été éventuellement beaucoup mieux accueillie par eux (9) ». Il peut ainsi se faire l'exégète de l'art de gouverner de Napoléon.

(9) *Ibid.*, p. 347.

Les grands acteurs de la politique sont donc les partis politiques, et plus généralement l'élite. La masse est incapable de penser par elle-même et les « politiciens professionnels », les « défenseurs d'intérêts économiques », les « idéalistes » ou les « personnes se plaisant à mettre en scène des spectacles politiques, puis à tirer les ficelles en coulisse » (10) jouent le rôle de *dei ex machina* « capables de modeler et même, dans une très large mesure, de créer la volonté du peuple ».

(10) *Ibid.*, p. 358. à vérifier.

(11) Il convient de tempérer ces propos au vu du contexte historique particulier dans lequel Schumpeter a écrit ces lignes, au début de la seconde guerre mondiale. Rappelons que celui-ci a dû fuir le régime nazi, qui fût élu démocratiquement. On comprend mieux ainsi les réserves de l'auteur sur la démocratie. *Capitalisme, socialisme et démocratie* peut même être compris comme une tentative d'analyser le drame qu'il a vécu et que ses compatriotes, puis tout le reste du monde, ont subi.

Bien loin de la doctrine classique, la politique sera vue comme un marché où opèrent des partis politiques qui, profitant du fossé existant entre l'élite et la masse, exploiteront toutes les possibilités de flatter les électeurs (11). La coupure entre peuple et élite ne se transforme pas en un combat frontal puisque le pouvoir politique n'est même pas réellement revendiqué par la masse.

Il nous semble qu'en exprimant tant de doute à l'égard des capacités de l'individu, Schumpeter va évacuer le problème de l'agrégation des préférences. Plus précisément, peu importe pour lui que la masse soit composée d'individus très hétérogènes. Le passage du niveau micro au niveau macro est peut-être problématique mais, surtout, il n'est pas essentiel. Le problème du choix collectif est ainsi évacué.

Bien que peu explicite, il apparaît chez Schumpeter une distinction entre intérêt collectif et intérêt général. L'intérêt collectif étant vu comme la somme des intérêts individuels, exprimée par exemple lors des consultations électorales. L'intérêt général est chez Schumpeter, en revanche, une notion plus trouble. Si Schumpeter prend soin de rejeter la notion de volonté générale, il n'en cite pas moins plusieurs exemples de réformes comme de « bonnes » réformes sans s'aventurer davantage dans la justification de ce qui est « bon » pour la société. Or, le peuple est jugé incapable de voir l'intérêt général et doit être guidé par une élite supposée, elle, plus capable de distinguer l'intérêt général, ou du moins un intérêt général. Il semble que l'exemple de l'Allemagne nazie ait là encore grandement influencé l'auteur. L'intérêt collectif avait en effet amené à élire Hitler à la Chancellerie, alors que l'intérêt général eut été de garder les nazis loin du pouvoir.

Au final, la seule distinction opérante entre les individus est celle distinguant la masse de l'élite.

Il est tentant de faire à ce niveau une incursion dans la pensée de Marx afin d'établir une rapide comparaison. A cela deux raisons. D'une part, *Capitalisme, socialisme et démocratie* (CSD) s'ouvre par une analyse poussée de l'œuvre de Marx. Ensuite parce qu'il nous semble que l'héritage marxiste dans l'analyse proposée dans CSD est plus teintée de marxisme que son auteur ne se plaît à le reconnaître. Cependant, le rapport de Schumpeter vis-à-vis de l'œuvre de Marx est complexe. Il y a à la fois de l'admiration et de l'indignation, voire un rejet.

Pour Schumpeter, comme pour Marx, le capitalisme est condamné à disparaître ; l'émergence du socialisme est inéluctable. Toutefois, cette évolution s'opère de manière autre pour Schumpeter. La fin du capitalisme n'est pas le résultat de la fin de la lutte des classes, mais la conséquence de la disparition de « l'entrepreneur innovateur » (12) au sein de l'industrie qui se bureaucratise. Le rejet de Schumpeter se lit dans les premières lignes de *Capitalisme, socialisme et démocratie*. En effet, la première partie, intitulée *la Doctrine marxiste* commence par le chapitre suivant : Marx le prophète. Il justifie un tel titre en disant que : « le marxisme est une religion » (13) ;

(12) Schumpeter J., *op. cit.*, expression utilisée par Schumpeter pour qualifier l'individu qui apporte de la nouveauté au sein du système de

il étaye cette affirmation par deux arguments : en premier lieu, l'existence, au sein du « socialisme marxiste » (14), d'éléments fournissant « un système des fins dernières qui donnent un sens à la vie et qui constituent des étalons de référence absolus pour apprécier les événements et les actions (15) ». En second lieu, Schumpeter assène la phrase suivante : « Le socialisme marxiste appartient au groupe des religions qui promettent le paradis sur la terre. »

Au fond, Schumpeter veut extraire de l'œuvre de Marx la partie « non idéologique », notamment celle concernant la dynamique historique, pour reprendre à son compte une partie de l'analyse marxiste, tout en se décrivant comme un observateur neutre des faits. La préface à la seconde édition de son ouvrage est à cet égard édifiante. Il nous semble que, bien qu'il ait pris soin de ne pas conclure son livre par une série de recommandations pratiques, l'analyse est plus normative qu'il n'y paraît. C'est du moins un point vue rétrospectif qui peut être nourri par l'échec des prévisions de Schumpeter concernant l'effondrement du système capitaliste. Relevons, de plus, la contradiction qu'il y a entre dénier quasiment tout sens critique au peuple et se réjouir de la large diffusion de CSD.

Il est intéressant de noter que Schumpeter considère que la question de l'agrégation est la grande question de l'économie, voire des sciences sociales. Il écrit même que selon ce point de vue, le modèle d'équilibre général doit être considéré comme le meilleur modèle produit par la théorie économique puisque lui seul effectue effectivement un passage du niveau micro-économique au niveau macro-économique. Ce qui constitue une question majeure dans le domaine de l'allocation des biens privés devient dénué d'importance dans le champ de la politique, puisque les individus ne se comportent pas de façon raisonnable dans ce domaine. Pour Schumpeter, le comportement individuel est donc fondamentalement différent dans le monde de l'économie et dans celui du politique. C'est pourtant l'assimilation du comportement dans le domaine politique à un comportement économique qui sera à l'origine du *public choice*.

Nous retiendrons de cette présentation de CSD la possibilité de penser l'évolution du système politique à partir d'une dichotomie entre la masse et le peuple. Le parallèle avec la théorie marxiste montre une similitude de raisonnement et une même mise en valeur de la dynamique historique. Nous pensons qu'une pensée qui aurait inclus d'autres différences dans l'analyse aurait rendu caduque la possibilité de prévoir la dynamique historique. Une telle affirmation mérite sans aucun doute une discussion plus approfondie. Une discussion plus large, ouverte à la pensée politique, montre que cette dichotomie entre « le peuple et les gros » (Birnbaum, 1979) est caractéristique des pensées porteuses d'une vision unitaire et universelle de l'homme. Nous franchissons ici une étape supplémentaire en prétendant que cette vision binaire est non seulement suffisante, mais qu'elle est également nécessaire.

production.

(13) *Ibid.*, p. 21.

(14) *Ibid.*, p. 21.

(15) *Ibid.*, p. 21.

II. L'individualisme méthodologique à l'œuvre dans la compréhension du politique

Les années soixante vont être une période féconde pour l'analyse économique du politique puisque c'est au cours de cette période que vont être publiés les ouvrages marquants dans ce domaine. Downs publie en 1957 *An Economic Theory of Democracy* ; 1962 voit la parution de l'ouvrage de Buchanan et Tullock *The Calculus of Consent*, suivie en 1963 par la réédition de l'ouvrage d'Arrow, *Social Choice and Individual Values*. En 1965 paraît *The Logic of Collective Action : Public Goods and Theory of Groups*, de Mancur Olson.

Ces quatre ouvrages vont chacun marquer la pensée contemporaine et susciter une abondante littérature. Le point commun entre ces différentes approches réside dans le parti pris d'une analyse individualiste. Après avoir exposé les grandes lignes des différents courants initiés par ces ouvrages, nous montrerons en quoi l'individualisme méthodologique est dans l'impossibilité de penser certaines questions, pourtant essentielles dans le champ de la politique. En revanche, en insistant sur la question de l'agrégation des préférences, c'est-à-dire sur le passage de l'individuel au collectif, ces travaux vont mettre en évidence la difficulté de fonder un choix collectif sur des opinions individuelles contradictoires.

II.1. Un rapide tour d'horizon des principaux résultats

a. Downs : un continuateur réductionniste de Schumpeter

A propos de Schumpeter, Downs écrit : « L'analyse profonde de Schumpeter de la démocratie forme l'inspiration et la fondation de toute notre thèse, et notre dette et notre gratitude envers lui, sont vraiment importantes (16). »

En effet, Downs fait sienne l'analyse de Schumpeter décrivant le fonctionnement de la sphère politique comme un marché. Il prolonge l'analyse en introduisant un modèle, tiré de Hotelling (1929), conduisant au théorème dit « de l'électeur médian ». L'accent est alors mis sur les partis politiques, qui sont, pour Downs, les véritables acteurs de la vie politique. La force de l'analyse downsienne est d'insister sur l'importance des questions de délégation en politique, ouvrant ainsi la voie aux analyses du politique inspirées des théories de l'organisation.

Cependant, il convient de relativiser les propos de Downs vis-à-vis de sa dette à l'égard de Schumpeter. En effet, Downs a mis l'accent sur la concurrence électorale et l'idée de marché, à tel point que les partis sont réduits à un ensemble de promesses électorales. De ce fait, Downs n'a développé qu'un seul aspect de la vision schumpeterienne du politique. Pire encore, Downs n'a pas pris en compte la mise en garde de Schumpeter contre le réductionnisme consistant à résumer le parti politique à son programme électoral. En effet, Schumpeter écrit : « Tous les partis se muniront, cela

(16) Downs (1957),
*An Economic Theory of
Democracy*, p. 29.

va de soi, à tout moment considéré, d'un stock de principes ou de "planches" de plate-forme électorale, et ces articles peuvent caractériser ce parti et contribuer à son succès tout comme les marques des marchandises vendues par un grand magasin peuvent caractériser ce grand magasin et contribuer à sa réussite. Cependant, un grand magasin ne peut pas être défini par ses produits et un parti ne peut davantage être défini par ses principes (17). »

(17) Schumpeter, J., 1942, *op. cit.*, p. 385.

Nous avons donc une ligne de partage entre l'analyse économique du politique downsienne et celle de Schumpeter. Indubitablement, d'un côté, avec Schumpeter, l'idée d'élites émerge parallèlement avec celle de concurrence électorale ; de l'autre côté, le concept de marché politique et de programme électoral est au centre de la compréhension du politique par Downs. Par conséquent, pour penser le politique, Downs a choisi de réduire l'analyse de Schumpeter en résumant les partis politiques à leurs programmes électoraux.

Le résultat central de l'analyse de Downs est sans conteste le théorème de l'électeur médian. Ce résultat postule que deux partis politiques en concurrence pour les suffrages des électeurs adopteront à l'équilibre le même programme électoral : celui correspondant à la localisation de l'électeur médian. Ce résultat, pendant de celui d'Hotelling pour la concurrence spatiale, a connu de nombreux développements et demeure, avec ses variantes, le modèle le plus abouti de fonctionnement d'une démocratie. De nombreuses objections peuvent être soulevées (18). Retenons que le problème de l'agrégation est résolu en restreignant le débat électoral à un axe unidimensionnel de type droite/gauche, ou conservateur/libéral. Ce résultat est totalement remis en cause si l'on situe le débat politique dans un espace de dimension supérieure. Bien qu'adoptant un point de vue d'individualisme méthodologique (encore que les seuls acteurs véritablement stratégiques chez Downs sont les partis politiques et non pas les électeurs), le modèle downsien permet de s'affranchir du problème de l'agrégation des préférences.

(18) Voir par exemple Hollard (1997), pour une revue des contributions sur le sujet.

b. L'école du *Public Choice*

L'école du *Public Choice*, sous la houlette de Buchanan, va connaître un développement conséquent en termes de notoriété et de production théorique au cours des années soixante et soixante-dix. Ces travaux connurent une large diffusion, dans la revue *Public Choice* mais également dans d'autres revues prestigieuses. L'attribution du prix Nobel en 1986 à Buchanan confirme la reconnaissance de ce courant par la communauté des économistes.

Examinons brièvement les apports de cette école. Le soubassement des analyses du *Public Choice* est avant tout idéologique, au sens où la critique de l'intervention de l'Etat constitue le point de départ incontournable. Buchanan entame son œuvre en pleine période de triomphe du keynésianisme aux Etats-Unis. Pour Buchanan, il convient donc d'étudier plus avant le fonctionnement de cet Etat, dont on attend tant pour la

résolution des problèmes économiques. Il note, en introduction de *Calculus of Consent*, que pour pouvoir comparer les mérites respectifs du marché et de l'Etat comme modes d'organisation, il convient de disposer d'une théorie de l'Etat qui souligne les insuffisances de cette institution. Il s'oppose ainsi à l'argument concluant à la nécessité d'une intervention de l'Etat partout où apparaissent les limites du marché.

Cette approche de la politique à partir d'un point de vue d'individualisme méthodologique est profondément liée au programme développé, entre autres, par l'école de Chicago. Selon ce point de vue, l'ensemble des aspects du social peut être analysé à partir de l'hypothèse d'un individu rationnel et maximisateur. En ce sens, l'école du *Public Choice* peut être vue comme le versant de la théorie individualiste s'intéressant au politique. La communion de pensée avec des auteurs tels que G. Becker ou M. Friedman ne s'arrête cependant pas à une question de méthode. De manière très explicite, ces auteurs se posent en promoteurs du libéralisme, comme en témoigne par exemple leur rôle actif au sein de la Société du Mont-Pèlerin fondée par Hayek.

L'extension du champ d'application de l'individualisme méthodologique à l'étude de la politique se fait en considérant que le citoyen (ou l'homme politique) est un agent agissant à partir d'un calcul coût/avantage, effectuant des choix politiques de la même façon que des choix de consommation. S'ensuit une analyse « positive » du fonctionnement de la démocratie. Les principaux thèmes abordés sont l'étude de la bureaucratie, du fonctionnement des assemblées parlementaires, des lobbies, etc. Certains thèmes ont dépassé les limites du *Public Choice* pour être repris plus largement. Il en va ainsi, par exemple, du concept de *rent seeking* introduit par Tullock (1967), qui définit la recherche de rente comme une activité de recherche de profit possédant des coûts au niveau social. L'exemple le plus évident est celui d'un élu qui consacrerait une partie de ses ressources à la recherche d'un profit personnel plutôt qu'à œuvrer pour l'intérêt général. De même, des entreprises peuvent s'engager dans une activité de lobbying pour obtenir des fonds publics plutôt que de se consacrer à des activités productives.

Au plan des méthodes, l'analyse utilise l'outil mathématique de façon légère, et celui-ci n'est que rarement indispensable au propos. D'autre part, la théorie n'est quasiment jamais confrontée à des données, et les descriptions de la vie politique, limitées aux USA la plupart du temps, restent peu nombreuses et souvent sommaires. Dans un ouvrage récent (Mueller, 1997), offrant un panorama de quatre décennies de recherche, il est intéressant de constater la faible part des travaux empiriques.

c. La problématique du *Social Choice*

Les analyses du *Social Choice* telles que celles d'Arrow et ses continuateurs, se situent à un niveau normatif et s'interrogent sur les modalités

d'organisation de la décision publique. A la différence du *Public Choice*, le primat accordé à l'individu n'est que peu associé à la rationalité individuelle. L'individu n'a donc pas à calculer les conséquences de ses actes, ce qui relève d'un calcul compliqué lorsque les conséquences sont déterminées par les actions des autres individus. En d'autres termes, dans l'analyse normative, la question de l'interaction stratégique est évacuée. L'introduction de la théorie des jeux, et notamment des théories du *mechanism design* aborderont cette question, mais plus tardivement, en introduisant dans le propos la dimension informationnelle.

L'analyse du *Social Choice* consiste à considérer les préférences individuelles comme une donnée. La question principale est alors celle d'une « bonne » organisation de la décision publique à partir des préférences individuelles. La démarche est essentiellement axiomatique. Le raisonnement le plus fréquent consiste à poser un certain nombre d'axiomes, jugés raisonnables, et à déterminer l'ensemble des mécanismes de choix social qui satisfont ces axiomes.

Le résultat le plus remarquable associé à ce courant de pensée est sans conteste le théorème d'Arrow (1963). Ce résultat énonce l'impossibilité de trouver un mécanisme de choix social qui vérifie un ensemble minimal d'axiomes. Il serait totalement hors de portée de vouloir donner ne serait-ce qu'un aperçu des travaux engendrés par le théorème d'Arrow. Pour la présente discussion, nous nous attarderons sur un point.

Le théorème d'Arrow conclut à l'impossibilité de fonder le choix social au niveau normatif dans le cas où *tous* les ensembles de préférences possibles doivent être pris en compte. C'est l'axiome de « domaine universel » donné par Arrow. Ainsi, si n'importe quelle différence peut surgir dans la société, il n'existe pas de mode de décision publique qui ne viole au moins l'un des axiomes d'Arrow.

A la différence du *Public Choice*, le *Social Choice* fait un usage intensif de l'outil mathématique et produit des théorèmes plutôt que des concepts. Les travaux appliqués sont pratiquement inexistantes au sein de ce courant.

Au niveau de la méthodologie employée, les analyses du *Social Choice* ne raisonnent pas en termes d'équilibres. De plus, les mathématiques utilisées sont des mathématiques discrètes. Ces deux points montrent le statut un peu à part des travaux du *Social Choice* qui ne s'inscrivent pas dans la lignée directe des raisonnements utilisés par l'économie mathématique.

d. Olson et le paradoxe de l'action collective

Nous avons insisté jusqu'ici sur la notion de différence. Il en découle l'idée que plus on introduit d'hétérogénéité dans l'analyse, plus il devient difficile, voire impossible, de justifier un mécanisme d'agrégation. La présence d'hétérogénéité n'est cependant pas la seule limite à la possibilité de penser le social à partir de l'individu. Le mérite de l'analyse d'Olson (1965) est de montrer que même dans une situation où les individus sont identiques, il peut résulter, de l'interaction entre ces individus, des effets unanimement

néfastes. Dit autrement, un groupe d'individus supposés rationnels peut avoir un intérêt commun et pourtant ne rien faire pour défendre cet intérêt. Le propos est ici positif ; les exemples abondent de situations où s'exerce le paradoxe de l'action collective. De même qu'Arrow ne nie pas que certaines sociétés suffisamment homogènes puissent mettre en œuvre un « bon » mécanisme de choix social, l'analyse d'Olson ne vise qu'à montrer que *certaines* situations conduisent au paradoxe de l'action collective.

Ainsi, l'idée intuitive selon laquelle un groupe composé d'individus homogènes ayant un intérêt commun s'organisera *toujours* pour défendre ses intérêts doit-elle être maniée avec précaution.

Le paradoxe de l'action collective sera réexaminé par la théorie des jeux. Les recherches sur la formation endogène de coalitions vont en effet mettre au centre du débat les limites de la théorie des jeux non coopératifs pour expliquer l'émergence de la coopération. La question du contrat social a également fait l'objet d'un réexamen (voir notamment Binmore 1994) en termes de théorie des jeux.

II.2. Les limites de l'individualisme dans l'appréhension du politique

En quoi ce point de départ méthodologique va-t-il conditionner le champ de l'analyse ? Telle est la question, annoncée en introduction, que nous abordons ici. Notre thèse centrale est que l'individualisme méthodologique, en insistant sur les différences, éventuellement très importantes, existant entre les individus, ne permet pas de penser le changement global.

Nous avons vu que la vision marxiste, aussi bien que schumpeterienne, consiste, dans l'analyse du politique, à poser comme différence fondamentale entre les individus, soit le clivage capitalistes/travailleurs, soit l'alternative masse/élite. Dans cette perspective, les autres différences sont considérées comme subalternes.

A l'inverse, avec le primat accordé à la notion de préférence, l'individualisme méthodologique met l'accent sur les différences entre les individus.

Le théorème d'Arrow vient alors ruiner toute possibilité de fonder un ordre social sur les préférences individuelles. Ce résultat remarquable marque, selon nous, la force de l'analyse en termes d'individualisme méthodologique. Penser le social à partir de l'individu impose de donner une solution au problème de l'agrégation tel qu'il est posé par Arrow. Aucune construction intellectuelle ne nous paraît, pour l'instant, avoir résolu ce problème de manière satisfaisante : on ne sort pas aisément du théorème d'Arrow.

Cependant, ce théorème peut être remis en cause s'il existe au sein de la société une convergence suffisante d'intérêts. C'est pourquoi de nombreux auteurs, dans la lignée de Downs (1957) et Black (1958), vont raisonner à partir d'un axe unidimensionnel, réduisant le champ du politique à une opposition unique de type droite-gauche. On retrouve alors la possibilité de penser l'agrégation à partir d'une opposition unique.

Ce problème est inhérent à la notion-même de préférences et ne fait pas mention d'un comportement maximisateur des citoyens. Introduisons maintenant l'aspect calcul individuel dans le tableau. Apparaissent alors deux nouvelles limites à l'analyse. L'une résulte du paradoxe de l'action collective mis en évidence par Olson. L'autre concerne l'impossibilité à penser les comportements en dehors des règles dans la théorie des jeux.

Détaillons chacune de ces limites qui viennent renforcer notre propos.

L'exemple d'une limite forte est la participation aux élections. Aucune explication pertinente n'a été produite. Au mieux, la rationalité individuelle de l'acte de vote ne peut être admise qu'en introduisant un gain lié à la satisfaction de participer à la vie de la cité. Évidemment, la valeur de gain ne pouvant être mesurée, l'explication devient totalement *ad hoc*.

Autre question délicate pour l'individualisme, la participation à des activités s'apparentant à de la désobéissance civile, qu'il s'agisse d'une simple manifestation ou d'une révolte plus globale. Là encore, il nous semble qu'aucun modèle ne pourra expliquer le fait que des individus participent à des actions auxquelles sont associées des sanctions, éventuellement très fortes, alors que le gain supplémentaire apporté par une participation active au mouvement est très faible. On retrouve à ce niveau les analyses d'Olson, qui mettent en évidence la difficulté de fonder la coopération sur les intérêts individuels lorsque le recours à un contrat est exclu. C'est là le cœur-même de la distinction entre jeux coopératifs et jeux non coopératifs.

Nous arrivons à notre point central : l'individualisme méthodologique ne peut pas penser le changement global. L'analyse positive ne nous paraît pas à même de penser l'effondrement d'un régime politique.

III. Une typologie en guise de résumé

Nous ouvrons ce travail sur l'idée que le point de départ que constitue la vision du peuple, ou de la société, propre à chaque auteur allait conditionner le champ de l'analyse. Le tableau ci-dessous résume pour chaque auteur les hypothèses faites et l'objet d'étude principal.

Principaux auteurs	Modélisation du peuple	Objet principal
Marx	Opposition Capitaliste / travailleurs	Dynamique du capitalisme
Schumpeter	Séparation entre l'élite et la masse	Le marché politique
Downs	Continuum gauche-droite	Détermination de la politique mise en œuvre
Arrow, Olson	Ensemble d'individus	Théorème d'impossibilité
Buchanan, Tullock	Groupes organisés, lobbies	Constitution ; fonctionnement de l'Etat.

On constate que c'est le type et surtout le nombre de différences retenues qui conditionnent l'analyse. La distinction proposée n'est pas réductible à une distinction entre niveau macro et niveau micro. En effet, Downs et Schumpeter vont tous deux s'attacher à décrire le « marché politique », tout en partant de points de vue méthodologiques différents. De même, les travaux d'Arrow et d'Olson ont surtout des conséquences globales et peuvent s'appliquer aussi bien lorsque les acteurs sont des entreprises, des nations ou toute autre forme d'organisation.

V. Un rapide tour d'horizon des tendances actuelles

Nous concluons cette mise en perspective de l'analyse économique de la démocratie par une présentation sommaire des recherches actuelles en les situant par rapport aux lignes de démarcation proposées dans le corps du texte.

Trois faits marquants nous paraissent caractéristiques du courant actuel. La généralisation des techniques économétriques, la préférence pour des approches moins individualistes, et surtout l'affaiblissement relatif du courant libéral. Quelques remarques s'imposent avant de détailler chacun de ces points.

D'une part, le « courant » actuel, n'apparaît guère plus unifié que par le passé ; nous décrivons donc plutôt une série de ressemblances entre les travaux actuels. Notons cependant que, plus peut-être que par le passé, les auteurs actuels font référence aux travaux d'autres chercheurs, sans ignorer systématiquement un courant de recherche. De même, la distinction entre *Public Choice* et *Social Choice* semble s'estomper.

D'autre part, les thèmes de ce que l'on nomme parfois « la nouvelle économie politique » semblent connaître la faveur d'un plus grand nombre de chercheurs, ainsi qu'une large diffusion. Ainsi les revues américaines, y compris les plus prestigieuses, publient-elles très régulièrement des articles sur ces thèmes. Il semble en définitive qu'aux États-Unis la *political economy* devienne un champ « classique » pour les économistes.

a. La généralisation de l'économétrie

De nouvelles problématiques apparaissent, reliant, par exemple, le niveau de développement démocratique (tel qu'il est mesuré par différents indices) et le niveau des salaires (Rodrik, 1999), ou les cycles économiques et les cycles politiques (Alesina et *al.*, 1997). Les travaux étudiant le lien entre élections et économie, ou plus exactement taux de croissance de l'économie, ont connu quelques développements notables avec les travaux de Lewis Beck (1988) et d'Alesina et *al.* (1997).

Ces travaux ne donnent pas réellement de lien causal entre économie et politique mais mettent plutôt l'accent sur la variation conjointe de différentes quantités. En d'autres termes, il s'agit de mettre en évidence des *corrélations* entre des quantités économiques (taux de croissance, taux

de chômage...) et des variables politiques telles que les résultats d'élections ou des indices de développement démocratique. Il est intéressant de noter que ces travaux parviennent à des prévisions étonnamment bonnes.

b. Un point de vue moins individualiste

Les travaux mentionnés ci-dessus ont en commun une forte teneur macro-économique et ne fournissent pas de modèle de comportement individuel (à l'exception notable de l'ouvrage d'Alesina et Rosenthal, 1995). L'économétrie permet en un sens de s'affranchir de la difficulté de concevoir un modèle structurel du fonctionnement de la démocratie.

c. L'affaiblissement des débats idéologiques

L'un des traits marquants est la relative désuétude des travaux concluant sur des remarques à forte teneur idéologique. Tout se passe comme si les thèmes abordés par le *Public Choice* avaient retenu l'attention, mais que le message libéral qui y est associé s'était peu à peu estompé, pour laisser la place à des analyses plus descriptives.

Références bibliographiques

- Alesina A., Roubini N. et Cohen G. (1997), *Macroeconomy and the election*, MIT press.
- Alesina A., Rosenthal H. (1995), *Partisan Politics, Divided Government and Economy*, Cambridge University Press.
- Arrow K.J. (1951), *Social Choice and Individual Values*, N.-Y. : John Willey, 2^e éd., 1963, trad. fr. 1974, *Choix collectif et préférences individuelles*, Calmann-Levy.
- Binmore K. (1994), *Game theory and the social contract, vol. 1 : playing fair*, MIT press.
- Black D. (1948), On the Rational Group of Decision-Making, *Journal of Political Economy*, vol. 56, p. 23-34.
- Black D. (1958), *The Theories of Comitees and Elections*, Cambridge University Press.
- Boudon R.V. (1999), *les Constitutionalistes, les micropolitistes et les nouveaux courants dans l'analyse économique du politique*, D.T. GREQAM, travail en cours.
- Buchanan J. et Tullock G. (1962), *The calculus of consent*, University of Michigan press.
- Buchanan J. (1990), The Domain of Constitutional Economics, *Constitutional political Economy*, vol.1, n° 1, p. 1-18.
- Downs A. (1957), *An Economic Theory of Democracy*, N.-Y. : Harper and Row.
- Fitoussi J.-P., Rosanvallon P. (1996), *le Nouvel âge des inégalités*, Seuil.
- Gérard-Varet L.A., « Théorie des jeux, Coopération et Statut des règles », D.T. GREQAM 99C01.
- Hollard, G., 1997, *l'Economie de la concurrence politique*, une revue de la littérature suivie de deux essais. Thèse de doctorat EHESS.
- Hollard G. et Luzzi J. (1997), « Contrat social, marché et jeux ». Communication au colloque de l'European Society for the study of Economic Thought, Marseille.
- Hotelling H. (1929), « Stability in Competition », *Economic Journal*, vol. 39, p. 41-57.
- Leroux A. (1995), *Retour à l'idéologie*, PUF.
- Mueller D. (1997), *Perspectives on Public Choice, a Handbook*, Cambridge University Press.
- Olson M. (1965), *The Logic of Collective Action : Public Goods and Theory of Groups*, trad. fr. 1978, *Logique de l'action collective*, PUF.
- Rodrik D., « Democracies Pay Higher Wages », *Quarterly Journal of Economics*, CXIV, 3, pp.707-738.
- Schumpeter J. (1942), *Capitalism, Socialism and Democracy*, N.-Y. : Harper and Row, trad. fr. 1967, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Payot.